

I. ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

1. Les racines malthusiennes des mouvements écologistes

Pour retracer l'histoire du mouvement écologiste international, il faut tout d'abord en finir avec une série de lieux communs : le mouvement serait une réaction spontanée aux excès du développement industriel des dernières décennies ; il serait né d'une prise de conscience croissante des dangers intrinsèques aux centrales nucléaires, aux grands complexes chimiques ou aux industries lourdes en général ; il serait issu d'une réponse émotive de l'opinion publique, naturelle et spontanée, consécutive à des incidents tels que celui de Tchernobyl en 1986, de Seveso en 1976 ou de Three Mile Island en 1979.

Comme nous allons le démontrer dans les pages qui suivent, il faut rechercher les racines idéologiques de ce mouvement bien avant son émergence récente et même avant la naissance de leurs dirigeants actuels.

Même si l'arrêt du nucléaire a été et reste l'un des principaux objectifs de leur mobilisation, la cible des écologistes n'est jamais une technologie particulière ou une forme particulière de développement technologique. Qu'il s'agisse des jeunes étudiants qui s'agitent dans la rue contre le nucléaire ou des contrôleurs internationaux du mouvement, c'est le *progrès technologique* en tant que tel qui est remis en cause, sur la base d'une conception du monde radicalement opposée à ce que l'on appelle en générale la civilisation judéo-chrétienne occidentale.

En fait, derrière la masse ignorante et manipulée qui scande les slogans écologistes, on retrouve des intellectuels de diverses provenances qui mènent ou ont mené depuis longtemps une guerre totale contre la tradition de progrès scientifique et technologique.

Deux conceptions de l'individu s'affrontent : la conception humaniste d'un homme créé à l'image de Dieu, défini par son travail créateur et sa capacité de transformer pour le mieux son univers, et celle d'un homme « dragon malfaisant », « parasite de la Terre », « cancer de la planète » que propagent Aurelio Peccei et ses amis du Club de Rome. Ces derniers s'insurgent contre le célèbre verset de la Genèse (1-28) dans lequel Dieu s'adresse à l'homme de la manière suivante : « Fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre. »

L'un des grands inspirateurs de la seconde tendance, Denis de Rougemont, que nous retrouverons dans les pages suivantes, s'exprime ainsi (*Le futur est entre nos mains*) :

« Le virus européen : l'Europe colonisatrice a diffusé dans le monde entier la formule de l'Etat-nation, la croyance dans les 2 500 calories par jour pour tous et le désir morbide d'avoir des centrales nucléaires. (...) Il est bien connu que la technologie est une idée sacrée pour l'Amérique moderne depuis Benjamin Franklin, et pour

la foule immense des partisans remuants qui pensent être l'avant-garde en Afrique, en Asie, en URSS. (...) Nous assisterons à une immense catastrophe qui amènera la chute de l'Amérique. (...) Prohibant les catalyseurs et les explorateurs des forces obscures, la Raison provoque le surgissement de monstres autour de nous. (...) Nous devons faire émerger et contrôler l'irruption des forces obscures chez l'homme, sous forme de sectes et de cultes, afin d'éviter leur éruption incontrôlée. (...) Les temps sont mûrs pour une ère de la Gnose moderne, de la réaction religieuse contre la démocratie, avec sa médiocrité uniforme et son manque de sens tragique.»

Cet écrivain suisse personnaliste (1906-1985), cofondateur d'*Esprit*, fédéraliste européen convaincu, est généralement présenté comme un progressiste, ce qui est quelque peu usurpé au vu de ses idées. Nous verrons que c'est loin d'être un cas isolé : Julian Huxley, Jacques-Antoine Cousteau ou Ted Turner sont passés comme de grands artisans du progrès alors qu'ils étaient profondément réactionnaires, au sens où leur vision de l'homme appartenait bien à cette seconde tendance que nous avons définie ci-dessus.

Selon cette conception, l'homme n'est qu'une espèce parmi d'autres, pire encore, c'est la plus dangereuse et la plus délétère. Le fondateur du Club de Rome, Aurelio Peccei, nous en donne cette description dans son autobiographie de 1974, *La nature humaine* :

«L'homme ne sait pas comment être un être vraiment moderne. Les autres espèces ne connaissent pas ce genre de faillite. Les tigres savent se comporter en tigres. Les araignées vivent comme des araignées. (...) En utilisant leur sagesse naturelle, ces espèces redéfinissent et améliorent continuellement leur capacité à survivre, s'adaptant aux modifications du milieu dans lequel elles vivent. (...) Aujourd'hui, elles sont en danger parce que leur ennemi le plus mortel, l'ennemi et le tyran de presque toutes les formes de vie — l'homme — agit contre leurs intérêts de façon toujours plus efficace. L'homme a inventé l'histoire du dragon malfaisant, mais s'il y a jamais eu un méchant dragon sur la terre, c'est bien l'homme lui-même.»

L'exaltation darwinienne de la nature en soi et pour soi, en contradiction avec l'artifice de l'intervention humaine, est une constante de l'une des nombreuses expressions du gnosticisme qu'est le panthéisme. Certains experts théologiques parlent du «panthéisme subtil qui est la véritable forme religieuse du mouvement écologiste». Et le prince Philip d'Angleterre, longtemps président du WWF International, réclame que soient éradiquées les religions monothéistes afin de les remplacer par des formes plus anciennes, prémonothéistes, qui déifient la nature. C'est pour lui la seule façon d'ancrer le respect de celle-ci dans les consciences (voir *Vers une religion écologiste*, p.34).

Mais Peccei va plus loin encore, jusqu'à affirmer que «le droit de donner la vie n'est pas un droit naturel absolu», révélant ainsi son véritable cheval de bataille : la réduction de la population mondiale. La référence constante du mouvement écologiste est en effet l'idéologie de Thomas Malthus, pasteur anglais de la fin du XVIII^{ème} siècle qui prédit, sur la base d'une fraude scientifique grossière (croissance géométrique de la population contre croissance linéaire des ressources alimentaires), l'avènement de phénomènes de surpopulation. Il en déduisit une limite à ne pas dépasser pour la population de la planète : 500 millions de personnes...

Si l'idéologie de Malthus était scientifiquement fautive, elle correspondait parfaitement aux intérêts de ceux qui l'employaient : les patrons britanniques de la Compagnie des Indes orientales, la plus grosse entreprise de pillage de l'Empire colonial britannique. Il y a souvent une profonde cohérence entre l'idéologie malthusienne et les intérêts liés à la rente foncière : la première développe la vision d'un monde statique, sans progrès (comme pour les phases

cycliques de la cosmologie gnostique) dans lequel la production et la technologie sont assujetties aux intérêts du capital spéculatif et de la rente parasitaire. Dans ce monde, les grandes fortunes patrimoniales exercent un monopole sur le commerce. Le développement scientifique et technologique, touchant des couches toujours plus larges de la population, représente pour cet ordre oligarchique un ennemi mortel. Une innovation scientifique et technologique entraîne en effet une élévation du niveau de culture et de connaissance, élévation qui menace l'ordre oligarchique puisque celui-ci repose sur l'ignorance des «masses» ou sur leur abrutissement par divers moyens.

Comme nous allons le voir, l'appel à une réduction massive de la population mondiale, en particulier de celle des pays sous-développés, sera une constante chez toutes les élites occidentales qui ont financé et contribué à la naissance du mouvement écologiste. Certains se réfèrent directement à Malthus, comme par exemple Dennis Meadows, le professeur du MIT qui écrivit le fameux rapport du Club de Rome, *Limits to Growth*. En 1973, recevant pour ce livre le prix des librairies allemandes, il proposa la réduction de la population mondiale à 1 milliard de personnes. D'autres, comme le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi qui fut le premier président du WWF, parlent «objectivement» des «dangers de la croissance démographique». L'auteur de la première grande loi américaine sur la protection de l'environnement de 1969 (le National Environment Policy Act), Lyndon Caldwell, parlait lui de réduire la population des Etats-Unis de moitié :

«Notre pays pourrait aller de l'avant avec beaucoup moins de gens. Nous devrions encourager des taux de croissance démographique inférieurs à zéro. (...) Je suis d'accord avec Paul Ehrlich [Ehrlich, devenu fameux après la parution de son livre *The Population Bomb* est le codirigeant, avec lord Ritchie-Calder, de la Conservation Society] quand il dit que nous pourrions aller de l'avant, de manière plus efficace, avec la moitié des habitants de ce pays. Je tends à être d'accord avec Ehrlich que 100 millions d'habitants seraient bien mieux que 200 millions.»

La question qui vient immédiatement à l'esprit est : comment opérer des réductions aussi énormes de la population ? Le philosophe et mathématicien lord Bertrand Russell s'exprime ainsi (*Impact of Science on Society*, 1951) :

«Le danger d'une famine mondiale peut être évité pendant un certain temps grâce aux perfectionnements de la technologie agricole. Toutefois, si la population continue à augmenter au rythme actuel, ces perfectionnements ne pourront, à long terme, être suffisants. Deux groupes vont ainsi se créer, l'un pauvre, avec une population croissante et l'autre riche, avec une population stationnaire. Une telle situation ne peut mener qu'à une guerre mondiale. (...) La guerre peut devenir suffisamment destructive pour que, pendant un certain temps, le danger de la surpopulation ne se présente pas. (...) Actuellement, la population mondiale s'accroît de 58 000 unités par jour. Jusqu'à maintenant, les guerres n'ont pas produit d'effet considérable sur cette augmentation, qui s'est poursuivie malgré les deux dernières guerres mondiales. (...) De ce point de vue, les guerres se sont révélées décevantes jusqu'à maintenant. (...) Mais peut-être que la guerre bactériologique se montrera plus efficace. Si une peste noire pouvait déferler sur le monde une fois par génération, alors les survivants pourraient procréer librement sans rendre le monde trop plein. La chose pourrait être déplaisante, mais... et après ?»

Deux ans après, cette prise de position était déjà défendue par un grand centre de «recherches sociales», l'Institut anthropologique de Hambourg, qui écrivait dans une étude parue en 1953 :

«La situation la plus favorable au genre humain semble être représentée par un taux d'infection de grandeur moyenne, avec des épidémies salutaires ou même des pandémies. Cela maintiendrait le nombre de personnes à un niveau acceptable, engendrant ainsi une puissante vitalité pour chacun. (...) La fin naturelle de la vie correspond à la fin de sa capacité productive. Tenter de la maintenir à tout prix, c'est faire porter à la communauté un poids qui paraît dénué de sens.»

Au cours des années, cette vision des choses d'abord propagée dans des cercles limités d'intellectuels, a été reprise par de nombreux responsables internationaux qui ont pu ensuite l'affirmer publiquement sans créer de révolte. Ainsi, Robert McNamara, ancien ministre de la Défense et ancien président de la Banque mondiale, synthétisait son point de vue de la façon suivante, en 1980 :

«Le problème principal, c'est celui de la croissance de la population. (...) Il n'y a que deux manières d'éviter un monde de 10 milliards d'individus. Ou l'on fait baisser rapidement les chiffres actuels de la natalité, ou l'on fait augmenter les chiffres de la mortalité.»

Pour cette dernière option, McNamara avait acquis une certaine expérience au Vietnam, où il avait inventé la pratique du «body count» : on mesurait le succès des opérations au nombre de cadavres chez l'ennemi.

Etats souverains ou empires

Les deux conceptions antithétiques de l'homme que nous avons évoquées ci-dessus mènent évidemment à deux modèles opposés d'organisation sociale. D'un côté, le concept d'Etat-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu. De l'autre, la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi-indépendantes aux plus petites communautés autarciques. C'est notamment la conception du comte Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne, qui fut ensuite présidée par «Son altesse impériale et royale» l'archiduc Otto de Habsbourg, longtemps prétendant au trône impérial austro-hongrois. Aux côtés de ces nostalgiques d'empires passés, qui peuvent paraître anecdotiques, nombreux sont ceux qui pensent aux institutions européennes comme la forme moderne de l'empire. Le Français Yves-Thibaut de Silguy, commissaire européen aux Finances déclarait ainsi, au moment de l'introduction de l'euro, que c'était «la première fois depuis l'empire romain» qu'allait circuler une monnaie unique dans toute l'Europe.

Bien souvent, les nostalgiques de l'empire propagent des idées tellement réactionnaires qu'elles ne peuvent être lancées telles quelles dans le grand public. Ainsi, après les horreurs nazies, les idées ouvertement racistes de Coudenhove-Kalergi, même si elles épousaient complètement celles de De Rougemont et d'autres précurseurs écologistes, devaient être remodelées pour répondre aux aspirations démocratiques de l'après-guerre. C'est ainsi que fut dépoussiérée la vieille idée de «gouvernement mondial». Dans une époque confrontée au choc d'Hiroshima, ce gouvernement mondial devait assurer la paix contre les individualismes et les «égoïsmes» des gouvernements nationaux, responsables de la dernière guerre par leur «nationalisme». Il devait présider à l'ordre international, géré financièrement par les institutions supranationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux, etc.) et les sociétés multinationales, dominant les «régions» et

les «communautés locales» qui, avec leur propres dialectes, devaient remplacer les vieux Etats-nations et leurs langues nationales. Selon Aurelio Peccei, il convenait maintenant de faire le premier pas vers leur objectif de créer, un jour, un Forum mondial :

«[Il faut] (...) favoriser la création d'un Forum mondial des hommes d'Etat — équivalent politique du Club de Rome. (...) Il faut créer un statut et un siège extranational pour les entreprises qui opèrent au niveau international — par exemple sous l'égide des Nations unies. Au lieu d'être des entités nationales déguisées, ces sociétés deviendraient vraiment anationales ou, si l'on veut, internationales.»

Pour en arriver là, il fallait d'abord balayer les bastions institutionnels de l'Etat-nation. Dans son autobiographie, Peccei désigne son maître en la matière, Arnold J. Toynbee (*The Reluctant Death of Sovereignty*), l'un des grands ténors des services secrets britanniques de l'entre-deux-guerres, directeur de la recherche au Royal Institute for International Affairs (RIIA) de Londres. A propos de cet «Etat national» qu'il rêve de détruire, Peccei écrivait :

«On dirait que l'on voit une renaissance de son culte, qu'Arnold Toynbee dénonçait comme la «principale religion de l'humanité», une religion dont le Dieu est un moloch pour lequel les parents sont prêts à offrir leurs fils en sacrifice humain, que ce soient leur propre fils ou celui du voisin. On ne doit donc pas s'étonner de voir que les structures de l'édifice international menacent de s'écrouler puisqu'elles sont constituées des briques vieilles et gauches de l'Etat souverain. (...) On comprend aussi, de plus en plus, que Toynbee avait raison quand il ajoutait que «l'intensité avec laquelle l'Etat national devenu idole est adoré n'est pas, à l'évidence, une preuve que la souveraineté constitue une base satisfaisante de l'organisation politique de l'humanité à l'ère atomique. C'est justement le contraire qui est vrai. (...) A notre époque, la souveraineté nationale signifie le suicide de masse.» (...) Le fait qu'un grand nombre de gens défende la souveraineté nationale ne veut pas dire grand chose, à mon avis. L'économie de la croissance jouissait d'un soutien similaire, avant que son mythe erroné ne fût démasqué. (...) Les principes de souveraineté sont surtout utiles aux classes dirigeantes, qui en sont les plus ardents défenseurs.»

A ce point, il est important de rappeler qu'Aurelio Peccei n'était pas un penseur marginal. Ami personnel du grand patron de Fiat Gianni Agnelli, directeur de la section économique de l'Otan, il était reçu à la Maison Blanche et tutoyait George Bush lorsque celui-ci était vice-président. Même si le Club de Rome a perdu un peu de son influence, il reste un facteur d'orientation stratégique. En 1993, il fêtait son 25ème anniversaire à Hanovre. Gerhard Schröder, à l'époque gouverneur de la Basse-Saxe, recevait les nombreuses personnalités internationales présentes (la reine Sophie d'Espagne, Mikhaïl Gorbatchev, le président de Hongrie Arpad Goencz, Felipe Gonzalez, etc.) et ouvrait la conférence en rappelant que «les membres du Club de Rome avaient ouvert une brèche dans la vieille idée de progrès» et «remis au premier plan le respect de la nature et des gens». Il a promis que la prochaine exposition universelle de Hanovre, Expo 2000, serait «vouée aux valeurs que défend le Club de Rome».

Si Peccei tentait de maintenir un paravent démocratique, son collègue du mouvement fédéraliste mondial, Denis de Rougemont, est en général plus explicite. Reprenant les thèses de Coudenhove-Kalergi, il écrivait déjà en 1942 :

«L'Etat monarchique [français], le futur Etat-nation, se définit lui-même explicitement par rapport au Saint-Empire romain et contre lui, s'opposant à tout ce qui vient de lui et revendiquant son autosuffisance. L'empire est sphérique et global, son chef tenant un globe dans sa main gauche pour le symboliser.»

Le modèle de De Rougemont est en fait l'empire de la Bourgogne de la fin du Xème siècle, le même empire qui fascinait aussi bien Coudenhove-Kalergi que Habsbourg. Plus tard, dans les années 60, de Rougemont reformule sa vision impériale pour en faire une entité fédérale européenne comprenant l'Europe de l'Est et ayant comme capitale Genève. C'est l'Europe des régions, slogan des fédéralistes européens et des Verts d'aujourd'hui.

Les précurseurs de l'écologisme : Russell et de Rougemont

Nous avons déjà rencontré certains des hommes qui peuvent être considérés comme les précurseurs ou les fondateurs du mouvement écologiste, comme le Britannique Bertrand Russell ou le Suisse Denis de Rougemont. Dans le groupe de ceux qui ont contribué de façon significative à la gestation de ce mouvement, on compte encore Julian Huxley et son frère Aldous Huxley, le vénitien Umberto Campagnolo, l'Américain Robert Hutchins et le Français Bertrand de Jouvenel. Une poignée d'individus, venant d'horizons parfois complètement différents mais partageant une même idée de gouvernement mondial et une aversion profonde pour le progrès technologique et la science.

Bertrand Russell, descendant de l'une des familles les plus importantes de la noblesse anglaise, avait fondé avant la guerre, en 1937, avec son compagnon Aldous Huxley, la Peace Pledge Union (Union des assermentés à la paix). Lord Russell, porte-parole du mouvement pacifiste mondial après la guerre, ne fut pas toujours pacifiste. Entre 1945 et 1946, après Hiroshima et Nagasaki, il proposa le bombardement préventif de l'Union soviétique, à l'époque dépourvue de l'arme atomique, dans le cas où Staline refuserait le fameux plan Baruch visant à mettre les armes atomiques sous le contrôle d'une agence internationale telle que l'Onu, celle-ci devenant le prototype du «gouvernement mondial» tant espéré. Dans une lettre de septembre 1945 à Gamel Brenan, Russell écrivait :

«Il y a une chose, et une chose seulement, qui pourrait sauver le monde, à savoir une chose que je ne rêverai même pas de proposer : que l'Amérique fasse la guerre à la Russie dans les deux prochaines années, établissant un empire mondial par l'usage de la bombe atomique. Cela ne sera pas fait.»

Et Russell le regrettait vraiment, comme le prouve le discours qu'il prononce quelques mois plus tard sur les «Conséquences internationales de la guerre atomique» devant la Royal Empire Society, après l'annonce du plan Baruch et de son refus par les Russes :

«Je pense que si l'on pouvait rassembler une alliance puissante qui s'adresse à la Russie et lui dise : "C'est à vous de vous unir à cette alliance si vous êtes d'accord avec ces propositions ; si vous ne vous unissez pas à nous, nous vous ferons la guerre." Je tends à penser que la Russie accepterait ; sinon, à condition qu'elle soit faite en vitesse, le monde pourrait survivre à la guerre qui en résulterait, et il émergerait de tout ceci un gouvernement mondial, ce qui est absolument nécessaire.»

Comme nous allons le voir, Russell n'était pas un antisoviétique viscéral et hystérique ; ce qui le fanatisait à ce point était l'obsession du gouvernement mondial qui l'habitait. Après l'explosion en 1949 de la première bombe sovié-

tique, le scénario de Russell changea : de la menace d'extermination, il passa à la tentative d'intégration. En 1953, durant l'une de ses émissions à la BBC, il définit la bombe H comme la «boîte de Pandore de l'humanité». A partir de ce moment, il commença à travailler sur un projet qui amènera, quatre ans plus tard, à la création de la conférence de Pugwash, du nom de la ville canadienne qui a accueilli la première rencontre internationale des scientifiques pour la paix. Cette conférence de Pugwash sera d'abord un point de rencontre entre scientifiques de l'Otan et du Pacte de Varsovie et, avec le temps, deviendra de plus en plus un instrument de pénétration de la propagande et de l'espionnage soviétique. La connexion directe entre la conférence de Pugwash et le mouvement écologiste a été avouée quelques années plus tard, en 1969, par Edward Max Nicholson, dirigeant de l'International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), une des organisations mères du mouvement écologiste :

«Les membres de Pugwash évaluent correctement le danger de la contamination nucléaire. (...) Leurs buts et leurs idées sont plus larges que ceux des écologistes mais ils poursuivent des intérêts communs fondamentaux. (...) Peu à peu, les efforts des deux organisations se fondront ensemble !»

En 1960, Russell créa le Comité des 100, un regroupement de «personnalités» qui précédera la création du fameux «Ban the Bomb Movement». C'était un mouvement pacifiste de masse qui voulait prohiber l'armement nucléaire et qui allait préfigurer tous les mouvements pacifistes, écologistes et protestataires des années à venir.

Denis de Rougemont est un autre libéral-conservateur qui a joué un grand rôle dans la formation des élites. Pendant la guerre, en 1941, il s'est rendu aux Etats-Unis. Enseignant à la New School of Social Research de New York, il fut rapidement mis en contact avec l'aile libérale et anglophile du renseignement américain, celle que l'on surnommait plus tard «la CIA des banquiers». Il travailla en fait pour l'Office of War Information, maintenant des contacts très serrés avec la famille Mellon et celle des Dulles, à qui appartenaient les frères John Foster, futur secrétaire d'Etat d'Eisenhower et Allen, qui allait être le premier directeur de la CIA. Du séjour de De Rougemont aux Etats-Unis va naître l'idée du Congress for a Cultural Freedom, organisation de façade de la CIA qu'il présidera pendant une dizaine d'années. En 1947, de Rougemont figure parmi les membres fondateurs de l'Union des fédéralistes mondiaux, dont le siège est aujourd'hui à Amsterdam, qui se donne pour but le démantèlement des Etats-nations et la création d'un gouvernement mondial.

Dans la même année, de Rougemont fonde à Genève le Centre européen de culture, présidé par Jacques Freymond, dirigeant de Nestlé et membre du Club de Rome. En 1954, il crée la Fondation culturelle européenne avec un autre représentant du fédéralisme mondial, le père jésuite Joseph Retinger. La présidence est tenue pour une courte période par Robert Schumann, puis, pendant vingt-deux ans, par le prince Bernhard de Hollande. Ce dernier fonde au même moment, avec Retinger, le groupe de Bilderberg, prédécesseur «conservateur» de la Commission trilatérale. Tant Rougemont que le prince de Hollande prendront part à chaque kilomètre qui mène à la création du mouvement écologiste de nos jours : la création du World Wildlife Fund en 1961, la création du projet Europe 2000 en 1967 et celle du groupe Ecoropa en 1976.

Campagnolo et la SEC

Une autre institution peu connue du grand public est la Société européenne de culture (SEC) basée à Venise. Fondateur et secrétaire général charismatique de la SEC de 1950 à sa mort en 1975, le professeur Umberto Campagnolo était en même temps le secrétaire général du Mouvement fédéraliste mondial.

L'idée de la SEC est venue à Campagnolo pendant un colloque auquel il participait à Genève en 1946, avec des figures telles que Karl Jaspers et George Lukacs. On y cherchait les moyens d'éviter les guerres du passé, provoquées par les égoïsmes nationaux. Il s'agissait de mener une guerre culturelle contre la tradition humaniste de progrès, avec les armes de la «politique culturelle», la «solidarité universelle» et une «législation universelle». Campagnolo avait vite compris la faiblesse intrinsèque de l'Onu, beaucoup trop conditionnée par les gouvernements nationaux, de son point de vue de fédéraliste mondial. Il avait donc choisi la forme d'un forum mondial de philosophes, d'artistes et de scientifiques pour démanteler à la longue, l'ordre international des nations souveraines.

De 1950 à aujourd'hui, la SEC a compté plus de 2 500 collaborateurs, tous très connus et influents, et elle s'est implantée dans plus de cinquante pays, y compris la plupart des pays de l'Est. Parmi ses dirigeants, on retrouve : Cesare Merzagora, ancien président des Assicurazioni Generali, Arnold Toynbee, René Dumont (candidat écologiste à la présidentielle de 1974), Adriano Buzzato, etc. Dès sa fondation, la SEC publie une volumineuse monographie annuelle, *Comprendre*, dirigée par Campagnolo, puis par Norberto Bobbio, l'un de pères de la nouvelle gauche italienne. Le fils de ce dernier, Luigi Bobbio, fut le fondateur du groupuscule gauchiste violent Lotta Continua. En 1965, avant l'explosion de la contestation étudiante, il écrivait dans *Comprendre* que «contre l'Etat qui est l'incarnation du pouvoir, on ne peut utiliser que deux langages : celui de la puissance pure ou celui de l'impuissance pure.»

C'est l'Etat qui est la cible constamment visée par la SEC. L'ancien secrétaire d'Etat américain au Trésor Hans Morgenthau (celui dont le plan visait à transformer l'Allemagne vaincue en nation agricole) écrivait en 1952 dans *Comprendre* un article intitulé «Sur l'Etat universel et les institutions souveraines» :

«L'expérience des deux guerres mondiales en un quart de siècle et la perspective d'une troisième combattue à l'arme atomique donnent à l'idée de l'Etat universel une urgence sans précédent. (...) Ce qui doit être fait, ce n'est pas la limitation de la souveraineté des Etats-nations à travers des règlements et des institutions supranationales, mais le transfert de souveraineté de chaque nation à une autorité mondiale unique qui exercera sur les nations le même pouvoir souverain que ces nations exercent sur leur propre territoire.»

Comme nous le voyons, et bien que le style soit trompeur, les concepts et les mots sont toujours les mêmes. La référence à l'empire britannique est constante et un numéro entier de *Comprendre* y sera consacré. Les autres modèles sont la République de Venise et la Fédération helvétique de la première période. De ce modèle, on passe tout naturellement au malthusianisme et à l'écologisme. Campagnolo écrivait aux débuts de la SEC :

«Des peuples trop nombreux pour les besoins de la vie moderne vivent côte à côte en Europe et sont pressés contre les murs des Etats, contre les structures étatiques, ce qui provoque des accrochages toujours plus durs.»